

### Questionnaire à destination des syndicats de Airbus Defence and Space (ADS)

*M. Arnaud Saint-Martin et Mme Corinne Vignon, rapporteurs de la mission d'information sur « Les satellites : applications militaires et stratégies industrielles »*

- 1) Quelles sont les restructurations en cours pour les entreprises du spatial et quelles sont les conséquences pour ADS ?

*[UNSA] Airbus Defence and Space, Thales Alenia Space et Leonardo discutent officiellement en coulisse : mise en œuvre de conseils tels que Goldman Sachs et Bank of America. D'autres regroupements sont en cours à des niveaux plus modestes dans le reste de l'éco-système spatial européen. Il faudrait certainement analyser plus en détails ces mouvements qui sont un peu occultés par ce qui se passe au niveau des grands maîtres d'œuvre.*

*Au niveau ADS des réductions de postes sont déjà en cours et le dernier plan d'adaptation en date est Proton. Vu des salariés il s'agit là d'une série de plans d'adaptation en cours depuis 10 ans dont on ne peut pas dire qu'ils aient été extrêmement satisfaisants.*

*Une certaine lassitude se fait sentir qui conduit à des démissions silencieuses.*

- 2) Que pensez-vous de la stratégie suivie par ADS ?

*[UNSA] Hormis la volonté très claire du groupe Airbus d'externaliser l'Espace il est difficile de voir une stratégie plus affinée. La vision stratégique, en terme de marché et de plan produits, est totalement invisible au niveau des personnels. Il y a une sorte de fuite en avant sans réelle remise en cause de la structure actuelle ni de considération de changement du marché. Les mesures mises en œuvre sont des mesures d'amélioration du niveau des disponibilités financières mais ne s'attaquent pas aux vrais problèmes de la société que sont sa structure pachydermique et sa lenteur à se repositionner. On ne voit pas de pivot stratégique en vue, ce qui peut s'expliquer par une volonté pure et simple d'Airbus d'externaliser l'activité.*

- 3) Quelle est la situation sociale chez ADS ? Pouvez-vous nous présenter le plan social en cours ?

*[UNSA] Le 'plan social' en cours, constitué d'une RCC et d'un plan de compétitivité est le reflet de ce qui est présenté à la question 2. Des mesures de 'bouts de chandelle' plutôt qu'une vraie réflexion de fond. Les mesures proposées sont assez modestes et sont dans l'ensemble peu motivantes. Par ailleurs, le message diffusé par la direction qui tend à rendre responsables les salariés de la situation actuelle tout en exonérant largement celle-ci est mal reçu et finit de conduire au désengagement des employés. Par ailleurs le remplacement des membres de la direction par des personnels extérieurs venus de l'activité avions donne un sentiment de reprise en main sans pour autant que la légitimité des nouveaux venus leur permette d'être reconnus et pertinents.*

- 4) Quel est votre avis sur le projet de fusion entre ADS et Thales Alenia Space ?

*[UNSA] Vieux serpents de mer depuis plus de 30 ans, une telle fusion semble inévitable mais présente de nombreuses difficultés tant par l'existence de doublons que par des intérêts nationaux et locaux conflictuels par nature. Pour être totalement réaliste elle doit s'accompagner d'une politique Européenne visant, non pas une hypothétique compétitivité,*

*particulièrement en regard des Etats-Unis, mais une autonomie dans le domaine spatial et une véritable souveraineté. Le spatial Européen relève plus du domaine de l'arsenal que de la start-up nation.... La situation internationale entraînant une recrudescence des besoins militaires pourrait être une opportunité pour un tel regroupement de sociétés pour proposer des produits innovants. Encore faudrait-il analyser le marché tel qu'il est et non tel qu'il a été.*

5) Quel soutien attendez-vous de l'Etat ?

*[UNSA] Une telle opération de fusion ne pourra se faire sans une certaine casse sociale induite par les multiples redondances entre ces sociétés. Il est peu probable que l'attrition naturelle des effectifs suffise à absorber ces doublons. En conséquence il serait bienvenu que l'Etat aide à la transition en assurant une certaine charge de travail ainsi qu'une aide à la mobilité entre sociétés. Laisser strictement les industriels se débrouiller entre eux ne sera peut-être pas suffisant... Dans certains cas, des prêts garantis par l'état pourraient aider également à traverser une passe difficile.*

6) Que pensez-vous de la coopération européenne en matière spatiale ?

*[UNSA] Le modèle actuel, incarné par l'ESA, est à bout de souffle tiraillé entre les contraintes budgétaires et les contraintes induites par le principe du retour géographique. Le retour géographique a comme effet pervers de spécialiser les petits pays dans la production de certains équipements et de fait, leur assure un quasi-monopole sans réelle contrainte financière. La situation était acceptable tant que le fonctionnement relevait de la 'pseudo' régie à l'aide des 'demandes de changement' qui permettaient de suppléer aux défaillances des divers acteurs retenus mais est devenue intenable dès lors qu'une certaine orthodoxie financière est en jeu. Si l'on veut conserver la notion de retour géographique il serait nécessaire d'y introduire la notion de compétitivité de sorte qu'un fournisseur non compétitif ne soit pas retenu uniquement de par sa nationalité.*

*Enfin, les intérêts nationaux sont un frein à la coopération européenne car ils conduisent à une duplication un peu stérile des efforts puisque le 'confidentiel' s'oppose à l'échange des informations. Enfin, la triple hiérarchie : Commission Européenne, ESA, agences nationales n'est pas de nature à simplifier le fonctionnement.*

7) Quels sont les messages clés que vous souhaitez transmettre aux rapporteurs ?

*[UNSA] Le spatial est une activité complexe réunissant des contraintes du domaine commercial et du domaine de la souveraineté nationale, auxquelles s'ajoutent des contraintes politiques de coopération européenne. Le tout, sans disposer d'un marché suffisant pour amortir raisonnablement des investissements toujours importants et risqués. Le spatial se situe donc de plus en plus à la limite du régalien et ne peut être traité comme un domaine purement commercial. L'état ne peut demeurer indifférent et son implication dans les années à venir sera de plus en plus nécessaire, à la fois pour supporter les nécessaires mutations organisationnelles futures et pour donner une visibilité suffisante aux industriels. Le modèle Airbus est souvent cité, mais il ne faut pas oublier que sans un soutien sans faille des états dans ses premières années il n'existerait pas.*